



**PRÉFET  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26 000 Valence

Valence, le 31/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAICA PAPER FRANCE**

573 route des Ortis  
26240 Laveyron

Référence : 20240731-RAP-DAEN0748  
Code AIOT : 0006102585

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2024 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 573 route des Ortis 26240 Laveyron. L'inspection a été annoncée le 03/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été programmée dans le cadre de la réalisation d'une action nationale portant sur la mise en œuvre par les industriels de dispositions imposées par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 concernant l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (« PFAS ») dans les rejets aqueux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAICA PAPER FRANCE
- 573 route des Ortis 26240 Laveyron
- Code AIOT : 0006102585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Oui

Le site SAICA Paper de Laveyron fabrique du papier pour ondulés (PPO ou papier kraft), à destination des cartonneries, 100 % à partir de papiers et cartons recyclés (PCR).

Le site s'étend sur environ 21 ha et comporte notamment :

- un parc de 8 cellules de réception des matières première (PCR) ;
- deux ateliers de préparation de pâte à papier (PP50 et PP60) et deux lignes de production de papier (PM50 et PM60) ;
- un entrepôt de stockage et d'expédition des bobines de papier (produits finis) ;
- 3 chaudières au gaz naturel (de 63 MW, 15 MW et 18 MW), une chaudière biogaz (6 MW) et une centrale de valorisation énergétique à partir de biomasse (73,4 MW), pour la production de vapeur nécessaire au procédé (et aux besoins de chauffage) ;
- des équipements pour la préparation des combustibles « Biomasse » ;
- une installation de cogénération de 119 MW (qui permet de produire simultanément de l'électricité par turbine à gaz, et de valoriser l'énergie des gaz d'échappement de la turbine pour produire de la vapeur – post combustion de 13 MW) ;
- une station d'épuration des effluents aqueux (eaux usées du procédé et eaux usées sanitaires) ;
- un poste d'accueil et un parking poids-lourds ;
- des bâtiments administratifs et des parkings véhicules légers.

Les chaudières (hors co-incinération et chaudière biogaz) sont pilotées à distance depuis une salle de contrôle dédiée, en équipe en 5 x 8. L'unité de co-incinération de biomasse de classe B dispose de sa propre salle de contrôle.

L'ensemble des chaudières n'est pas utilisé en même temps, sans toutefois avoir une impossibilité technique de le faire. Pour des raisons liées à la production, une chaudière de secours est toujours en chauffe et permet de suppléer à un arrêt inopiné.

L'exploitation des installations du site de Laveyron est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021, ainsi que par divers arrêtés ministériels applicables aux installations et aux dispositions s'appliquant aux installations relevant de la directive dite IED.

Les principales rubriques ICPE du site relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement sont les suivantes : 2430, 2640, 2714, 2771, 2791, 3110, 3532, 3520.a et 3610.b.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- action nationale sur les « PFAS »,
- gestion du risque incendie,
- conformité des rejets aqueux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
1	(1) Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	(6) Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective (justificatifs à transmettre)	3 mois
7	(7) Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.7.1	/	Demande d'action corrective (justificatifs à tenir à disposition)	3 mois
9	(9) Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.7.1	/	Demande d'action corrective (justificatifs à transmettre)	3 mois
10	(10) Organisation en cas d'urgence	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.7.1	/	Demande d'action corrective (justificatifs à tenir à disposition)	3 mois
11	(11) Respect des VLE - Suivi actions correctives (reprise visite 13/03/2024)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 21-II et 58-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective (justificatifs à tenir à disposition)	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	(2) Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	(3) Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	(4) Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	(5) Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
8	(8) Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 3 juillet 2024 portait notamment sur la vérification de la bonne mise en œuvre des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 concernant l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées (« PFAS ») dans les rejets aqueux.

Sur ce point il apparaît que les dispositions ont globalement bien été respectées, même si des résultats sont encore à transmettre et que des justificatifs ont été sollicités. Des PFAS ayant été mesurés, même si les concentrations sont faibles, il est demandé la mise en œuvre d'actions pour en identifier l'origine et en fonction une réduction des rejets (selon origine).

Les autres points de contrôle portant notamment sur l'organisation et les moyens de défense contre l'incendie ont mis en évidence certains écarts auxquels l'exploitant devra répondre, même si l'organisation et les moyens du site apparaissent globalement satisfaisants.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : (1) Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté ministériel du 20/06/2023  Article 2  <i>« L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. »</i></p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la démarche mise en œuvre pour établir la liste des PFAS en réponse à l'article 2 de l'AM du 20/06/2023. L'exploitant n'a pas formalisé de liste des substances PFAS « utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation » (ou produites par dégradation).</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a à ce stade identifié aucune substance particulière liée à son activité. Par conséquent, sa liste actuelle correspond à la liste des 20 PFAS obligatoires fixée par l'arrêté ministériel.</p>

<p>La démarche suivie par l'exploitant est globalement la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• analyse des FDS des produits détenus / utilisés (aucun PFAS identifié),</li> <li>• sollicitation des fournisseurs de produits afin de les interroger sur la présence de PFAS (19 fournisseurs). Aucun PFAS identifié à ce stade,</li> <li>• analyses sur la qualité de l'eau des puits (alimentation en eau du process). Aucun PFAS identifié (concentration &lt; 100 ng/l),</li> <li>• lancement d'une action au niveau national par le groupe SAICA avec le soutien du secteur papetier (COPACEL). La démarche est en cours de mise en place.</li> </ul> <p>L'inspection a sollicité des justificatifs après la visite sur la mise en œuvre de la démarche décrite. En l'absence de réponse rapide, les justificatifs sont sollicités dans le cadre des suites de la visite.</p> <p><b>Observation/Demande n°1 :</b> L'exploitant transmet sous 2 mois les justificatifs relatifs à la mise en œuvre de sa démarche d'identification des substances PFAS susceptibles d'être utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation. À cette fin, sont notamment transmises une copie des courriers de sollicitation des fournisseurs ainsi que leurs réponses. L'exploitant apporte par ailleurs des précisions sur la démarche lancée au niveau du groupe. En cas d'identification d'une ou plusieurs nouvelles substances PFAS, des analyses complémentaires seraient à réaliser sur ces dernières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : (2) Réalisation des campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté ministériel du 20/06/2023  Article 3  « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.  (...) »</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé plusieurs campagnes d'analyses sur les rejets de l'établissement en 2023 et 2024. Les premières campagnes d'analyses n'ayant pas été réalisées sur l'ensemble des points de rejets de l'établissement en 2023, de nouvelles campagnes d'analyses ont été réalisées en 2024.</p> <p>Les campagnes de prélèvements effectués en application de l'arrêté ministériel ont été réalisées aux dates suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• campagne n°1 : 28/02/2024 (complétés les 22/03 et 26/03/2024),</li> <li>• campagne n°2 : 29/04/2024,</li> <li>• campagne n°3 : 11/06/2024.</li> </ul> <p>Les points de rejet concernés par ces 3 campagnes sont les suivants : le rejet STEP (effluents industriels après traitement interne) et les 5 rejets eaux pluviales EP2, EP3, EP4, EP5 et EP6.</p> <p>L'exploitant a également intégré les points d'analyses suivants : puits associés aux machines PM50 et PM60, entrée STEP PM50, entrée STEP PM60 et amont Rhône.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : (3) Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 20/06/2023 Article 4 I. (...) <i>« Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. (... ) »</i>
<b>Constats :</b> Pour la réalisation des analyses, l'exploitant a passé un contrat avec la société CAR (Centre d'Analyses et de Recherches) du groupe CARSO.  L'exploitant a communiqué les rapports d'analyses reçus (certains sont encore manquants) et le contrat. Le numéro d'accréditation COFRAC est spécifié dans les rapports. Les prélèvements et analyses sur les 20 PFAS sont réalisés par CARSO-LSEHL (accréditation 1-1531).  Ce point n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : (4) Exigences pour les prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 20/06/2023 Article 4 « I. (...) <i>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité. (... ) »</i>
<b>Constats :</b> Au regard des éléments présentés par l'exploitant et de rapports d'analyses, les conditions fixées par l'arrêté ministériel pour les prélèvements ont été respectées.  Ce point n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : (5) Précisions des mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 20/06/2023 Article 4 « I. (...) <i>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée. (...) »</i>
<b>Constats :</b> Les analyses ont porté sur les 20 PFAS obligatoires. La limite de quantification présentée par le laboratoire pour les PFAS analysés est bien de 100 ng/l et pour le paramètre AOF de 2 µg/l.  Ce point n'appelle pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : (6) Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté ministériel du 20/06/2023 Article 4 « III. - <i>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'il y avait beaucoup de retard sur la transmission des résultats d'analyses.  Il est rappelé que l'exploitant a fait réaliser de nombreux prélèvements. Certains résultats ont été communiqués de manière incomplète. Il y a manifestement eu des envois différents entre les prélèvements sur les eaux pluviales et les autres points de prélèvements.  L'exploitant a présenté un tableau de synthèse avec les résultats reçus. La première campagne apparaît complète, pour la deuxième campagne il n'y a que les résultats sur les rejets eaux pluviales et pour la troisième campagne il manque les résultats sur les rejets eaux pluviales.  Les résultats n'ont pas encore fait l'objet d'une transmission sous l'application GIDAF.  <b>Non-conformité n°1 :</b> L'exploitant n'a pas transmis les résultats des trois campagnes d'analyses sous l'application GIDAF dans les délais fixés par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il est bien noté les difficultés liées aux délais du laboratoire. Les résultats sont transmis dans les meilleurs délais, avec en complément une présentation des enseignements tirés sur les résultats des campagnes réalisées.  Les résultats, même s'ils sont partiels, mettent en évidence la présence de PFAS au niveau de certains points de rejet. Les concentrations relevées sont globalement proches du seuil de

<p>détection, à l'exception d'une analyse avec un résultat de 4,474 µg/l sur le prélèvement réalisé le 29/04/2024 au point de rejet eaux pluviales n°2. On notera une concentration de 2,885 µg/l sur le paramètre PFOS (notable mais inférieure à 25 µg/l).</p> <p>L'exploitant a indiqué que le rejet avait été pollué le jour du prélèvement par des jus/lixiviats provenant de déchets de PCR (papiers et cartons à recycler). Des travaux sont programmés dans la zone concernée pour prévenir la pollution de ce point de rejet des eaux pluviales (en lien avec le plan d'action sur la STEP et la gestion des déchets).</p> <p>Pour la région Auvergne-Rhône-Alpes, la DREAL réalise un suivi particulier des établissements pouvant être à l'origine d'un rejet en PFAS dont le flux journalier dépasse 1 g/j. Ce seuil a été dépassé à minima le jour où la concentration de 4,474 µg/l a été mesurée sur le point de rejet EP2.</p> <p>Compte-tenu de l'importance du volume d'eau rejeté sur 24 heures, le seuil de 1 g est susceptible d'être atteint pour de très faibles concentrations.</p> <p>L'exploitant doit poursuivre ses recherches sur l'origine des PFAS mesurés sur son établissement. Des points de mesures complémentaires pourraient être envisagés.</p> <p>L'exploitant s'interroge sur la possibilité que les PFAS puissent provenir des balles de PCR. Cette hypothèse semble plausible dans la mesure où des PFAS sont utilisées dans la fabrication d'emballages. Cette hypothèse reste néanmoins à confirmer.</p> <p><b>Observation/Demande n°2 : L'exploitant met en place des actions visant à identifier l'origine des PFAS mesurés dans ses rejets. Il élabore autant que possible un plan visant à caractériser et réduire ces rejets. L'exploitant transmet sous 3 mois une description des actions mises en œuvre et/ou programmées à ce sujet.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective ( <i>justificatifs à transmettre</i> )
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : (7) Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des MMR
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral du 30/06/2021  8.7 - Mesures de maîtrise des risques  8.71 - Liste des mesures de maîtrise des risques  « L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement.</p> <p>Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et fait l'objet d'un suivi rigoureux.</p> <p>Ces dispositifs sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p> <p>Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.</p> <p>En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. »</p>



<p><b>Constats :</b> L'exploitant réalise un suivi des mesures de sécurité et de prévention des risques mises en place sur son site de Laveyron. Néanmoins, l'exploitant n'a pas précisément listé sur la base des conclusions de l'étude de dangers une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR).</p> <p><b>Non-conformité n°1 :</b> L'exploitant n'a pas rédigé une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) pour son établissement, contrairement aux dispositions prévues par l'article 8.71 de son arrêté préfectoral. En conséquence la mise en place des dispositions associées, concernant le suivi de ces MMR, n'est pas vérifiable. L'exploitant met en place les actions correctives nécessaires sous 3 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective ( <i>justificatifs à tenir à disposition</i> )
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : (8) Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral du 30/06/2021 8.2.1 - Localisation des risques « L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. (...) Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p><i>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</i></p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan des zones à risques figurant dans le Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement.</p> <p>À la demande de l'inspection, une seconde version du plan a été transmise par courriel, car la version du POI en vigueur n'était pas à jour. Le plan de zonage transmis permet de répondre aux dispositions prévues par l'article 8.2.1 pour ce qui concerne la définition des zones à risques.</p> <p>Il n'a pas été vérifié lors de la visite la matérialisation des zones sur l'établissement.</p> <p><b>L'inspection attire par ailleurs l'attention de l'exploitant sur la qualité des plans intégrés au POI (lisibilité).</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : (9) Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.71
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi du système d'extinction
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté préfectoral du 30/06/2021 8.8.2 - Entretien des moyens d'intervention <i>« Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</i></p> <p><i>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</i></p> <p><i>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</i></p> <p><i>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : (...)</i> »</p> <p>Cf. tableau des fréquences minimales de contrôle avec notamment : * système d'extinction automatique à eau (sprinkler) = semestrielle, * installation de détection incendie = semestrielle.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les dispositions prises pour assurer l'entretien des moyens d'intervention.</p> <p>L'inspection a sollicité des justifications pour ce qui concerne le suivi des systèmes d'extinction automatique et la détection incendie.</p> <p>L'exploitant utilise un logiciel pour le suivi de la maintenance des équipements du site (EALICO). Néanmoins, à ce jour, le suivi des équipements de défense incendie n'est pas encore intégré à ce logiciel.</p> <p>L'exploitant fait actuellement appel à 2 sociétés pour le suivi des équipements relatifs aux systèmes d'extinction du site (Engie Axima et AAI). Le référentiel retenu est celui de l'assureur FM GLOBAL. L'exploitant va prochainement retenir un prestataire unique.</p> <p>Compte-tenu de la taille du site et du temps alloué à ce point de contrôle lors de la visite, il n'a pas été possible d'approfondir ce point de contrôle et d'avoir une idée précise des conditions de suivi des équipements visés.</p> <p>Des projets sont en cours pour améliorer le niveau de protection incendie. Il est à noter en particulier la remise à niveau de la centrale de détection (échéance juin 2025) et le projet visant à protéger sur 3 ans tous les bâtiments d'exploitation par un système d'extinction automatique (aujourd'hui seuls les bâtiments abritant les machines les plus à risque sont équipés).</p> <p>Les différents systèmes d'extinction automatique du site (type sprinkler) font l'objet de différents contrôles de manière hebdomadaire, mensuelle, semestrielle et annuelle. Les derniers rapports ont été transmis (sprinkler et groupes motopompes associés).</p> <p>Selon les documents transmis, il apparaît que des observations apportées sur le rapport de vérification semestrielle du 14/11/2023 n'ont pas toutes été levées. En particulier, un problème de report d'alarme au poste de garde apparaît encore dans les observations du rapport de vérification hebdomadaire du 04/07/2024.</p> <p>Un écart n'est pas relevé à ce stade dans la mesure où il n'a pas été vérifié la conséquence de cet écart dans l'organisation du site en cas d'incendie. Ce point pourra être vérifié lors de la prochaine visite en fonction des réponses apportées à la demande ci-après.</p>

Le rapport de vérification annuelle 2023 de la société AXIMA (daté du 05/01/2024) fait par ailleurs un bilan sur les alarmes incendie du site. Ce rapport ayant été transmis après la visite il n'a pas été demandé les suites données par l'exploitant à cette analyse.
<b>Observation/Demande n°3 :</b> L'exploitant justifie sous 3 mois de la mise en place d'actions correctives visant à répondre aux derniers rapports de visites concernant les installations d'extinction automatique du site (rapports du 1 <sup>er</sup> semestre 2024). L'exploitant précise par ailleurs les suites données au rapport de vérification annuelle 2023 de la société AXIMA sur les alarmes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective ( <i>justificatifs à transmettre</i> )
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : (10) Organisation en cas d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 8.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne & exercices
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral du 30/06/2021  8.8.6.2 - Plan d'opération interne  <i>« Un plan d'opération interne (POI) est établi. Il définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI et en assure sa direction.</i>  <i>Ce POI est testé tous les ans. Il est mis à jour tous les 3 ans ainsi qu'à chaque changement notable porté à la connaissance du préfet. Un exemplaire est alors transmis à la Direction Départementale d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées. »</i></p> <p>Article R512-69 du code de l'environnement  <i>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</i></p> <p><i>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</i></p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le POI en vigueur (datant de septembre 2017), ainsi que la version projet de la prochaine mise à jour qui devrait être finalisée en septembre et qui tient compte des dernières évolutions du site.</p> <p><b>Non-conformité n°2 :</b> L'exploitant n'a pas procédé à la mise à jour de son POI à une fréquence minimale de 3 ans à l'occasion de la dernière modification notable des installations. L'exploitant doit s'assurer du respect de cette fréquence et plus généralement de l'efficacité de son POI considérant l'évolution des installations et de son organisation. La prochaine version du POI est transmise au service prévision du SDIS 26 ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a transmis les deux derniers comptes-rendus des exercices POI, datés de décembre 2021 et décembre 2023. L'exploitant évoque par ailleurs la mise en situation réelle sur l'incendie survenue début 2023 sur le parc PCR. Le prochain exercice est prévu fin 2024.</p>

<b>Observation/Demande n°4 :</b> L'exploitant transmet sous 3 mois un rapport d'incident en application des dispositions prévues par l'article R. 512-69 du code de l'environnement concernant l'incendie survenu sur le parc PCR en 2023 (retour d'expérience sur cet incident). Le modèle de rapport du BARPI est au besoin utilisé.
<b>Observation/Demande n°5 :</b> L'exploitant s'assure dans le cadre de l'organisation des exercices POI de la prise en compte des scénarios analysés dans l'EDD de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective ( <i>justificatifs à tenir à disposition</i> )
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 11 :** (11) Respect des VLE - Suivi actions correctives (reprise visite 13/03/2024)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE & Actions correctives en cas de dépassement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre V : Valeurs limites d'émissions (Articles 21 à 48)  Article 21-II  <i>« II. Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</i></p> <p>Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VII : Surveillance des émissions (Articles 58 à 60)  Article 58-IV  <i>« IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</i>  <i>(...) »</i></p>
<p><b>Constats :</b>  <u>Rappel du constat de la précédente visite du 13/03/2024 :</u>  <i>« Un contrôle des valeurs limites d'émission a été réalisé à partir des résultats de l'autosurveillance transmis sous l'application GIDAF ainsi que des tableaux récapitulatifs mensuels transmis par l'exploitant sur la dernière période depuis septembre 2023.</i>  <i>En effet, le site connaît depuis septembre 2023 de nombreuses non conformités sur les rejets de la station d'épuration. L'inspection des installations classées a été régulièrement informée des dépassements et des actions correctives mises en œuvre.</i>  <i>La nature des effluents a évolué après certaines modifications réalisées sur le process de fabrication du papier, visant à améliorer sa qualité. Les eaux usées contiennent désormais une charge bien plus significative en MES perturbant les différentes installations de la station (réacteurs, bassins, clarificateurs, etc.). Il s'agit de matières solides et essentiellement du sable provenant des matières premières (PCR).</i>  <i>Un plan d'actions correctives spécifique est mis en œuvre. Ce dernier est élaboré avec l'assistance d'experts (du groupe SAICA ou de société externes spécialisées), afin d'analyser les problématiques rencontrées et les résoudre. Les mises à jour de ce plan sont régulièrement transmises à l'inspection.</i>  <i>Le budget alloué pour les actions de mise en conformité est très significatif.</i>  <i>Au-delà des premières actions mises en œuvre en 2023 et encore programmées en 2024, l'exploitant envisage la mise en place d'un traitement primaire (avant l'entrée des effluents sur la STEP actuelle), afin de résoudre de manière pérenne la problématique des MES perturbant le bon fonctionnement de la STEP interne. L'échéance envisagée est fin 2026 (études et travaux).</i>  <i>Compte-tenu des actions déjà mises en œuvre et programmées, il n'est pas proposé à ce stade une mise en demeure. Celle-ci pourra toutefois intervenir en fonction de l'évolution des écarts (efficacité des premières actions dans l'attente d'un traitement primaire).</i></p>

Les écarts relevés concernent notamment les rejets en MES, mais aussi le phosphore, l'azote et dans une moindre mesure la DCO.

Parmi les actions correctives programmées, on notera par exemple des actions importantes de dessablage des bassins, l'augmentation des fréquences de nettoyage, des améliorations apportées au brassage et à l'aération, l'ajout de produits (coagulant, floculant, anti-bullage...) et l'augmentation des moyens humains et de pilotage de la STEP.

Les écarts font l'objet de commentaires sur l'application GIDAF (causes et actions correctives).

Des écarts sont également relevés sur les rejets des eaux pluviales. Des actions correctives sont également à programmer sur ces rejets.

**Non-conformité n°2 :** Les valeurs limites fixées par l'article 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral ne sont pas respectées pour ce qui concerne notamment les eaux industrielles, mais aussi les eaux pluviales. L'exploitant présente en réponse sous 1 mois ses perspectives de mise en conformité et engagements associés. Les mises à jour du plan d'action sont régulièrement transmises à l'inspection. »

#### Constats réalisés lors de la visite du 03/07/2024 :

Un point a été fait en fin de visite sur l'évolution des écarts relevés sur certaines valeurs limites fixées sur les rejets aqueux de l'établissement (rappel du constat ci-avant).

Tout d'abord il est rappelé que l'inspection n'a pas reçu de réponse au dernier rapport de visite transmis le 12 avril 2024. Une réponse était attendue sous 1 mois. À la demande de l'exploitant, une nouvelle transmission a été réalisée (par courriel).

**Observation/Demande n°6 :** L'inspection rappelle que tout rapport de visite doit faire l'objet d'une réponse formelle de l'exploitant visant à répondre aux constats réalisés.

Sur la base de l'évolution des derniers résultats de l'autosurveillance (transmission GIDAF), il apparaît une amélioration des résultats notamment en mai (juin en attente), mais des écarts persistent.

Les actions correctives mises en œuvre apparaissent efficaces, même si l'exploitant doit s'assurer d'un retour effectif et durable à la conformité sur l'ensemble des paramètres et des points de rejets (y compris les points de rejets eaux pluviales).

La dernière mise à jour du plan d'actions spécifique associée à la STEP du site a été transmis après la visite.

**La non-conformité n°2 relevée dans le rapport relatif à la visite du 13/03/2024 n'est pas levée. La mise en œuvre du plan d'actions correctives doit être poursuivie. Une réponse formelle est attendue avec les perspectives de mise en conformité sous 1 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective (*justificatifs à tenir à disposition*)

**Proposition de délais :** 1 mois